

# L'Europe peut agir sur les multinationales

## Les banques et la BCE doivent imposer aux multinationales de servir l'emploi dans les territoires, l'écologie et la santé

Les multinationales font tout pour échapper aux impôts et y réussissent en grande partie. On le sait bien. Mais en enregistrant leurs profits dans des paradis fiscaux, ce sont aussi des salaires et des cotisations sociales qu'elles ne paient pas ! Et, surtout, quand bien même elles paieraient leurs impôts, elles sont déresponsabilisées sur l'environnement, l'emploi, les territoires.

Peut-on les laisser quitter ? Peut-on les laisser détruire et polluer des biens qui devraient être communs, voire se les approprier ? Peut-on les laisser détruire l'emploi ? Les laisser dans l'irresponsabilité sanitaire et technologique ? Ceci alors qu'elles utilisent l'argent de tous les Européens, qui leur est prêté par les banques ! Il faut agir à la source. Et pas seulement lutter contre l'évasion fiscale. Elles doivent développer de toutes autres technologies, contribuer au bien commun en développant l'emploi, d'autres recherches et productions. Leurs salariés, ouvriers, ingénieurs, chercheurs ne demandent que cela.

Dès à présent la BCE peut fermer le robinet de l'argent aux banques pour les prêts à la spéculation, les prêts anti-écologiques ou anti-sociaux. Elle doit l'ouvrir pour les projets qui développent les biens communs dans les territoires, l'emploi et les salaires. Elle peut le faire en mettant de vraies conditions sociales et écologiques à ses prêts aux banques.

La BCE prête 724 milliards d'euros aux banques de la zone euro à un prix défiant toute concurrence – 0 % d'intérêts, et même moins, jusqu'à -0,4 % – à la seule condition qu'elles fassent crédit aux entreprises (5260 milliards d'euros) sans aucune condition sociale ou écologique, ni de production dans les territoires.

À quoi sert cet argent ? À créer des richesses dans les territoires de la zone euro ? Non ! En France, le PIB (+3,0 %, en valeur) augmente deux fois moins vite que le montant des crédits aux entreprises, aux ménages et à l'État (+6,1%). À investir pour rendre les entreprises plus efficaces ? Non ! Alstom, Ford, Mittal, Nokia, Sanofi... transforment nos territoires en déserts industriels avec la complicité active du gouvernement Macron. À aider les TPE-PME ? Non ! Le soutien de la BCE est réservé aux crédits de plus de 500 000 euros ! À développer l'emploi, la formation des travailleurs ? Non ! Dans des marchés du travail de plus en plus flexibilisés, les habitants de la zone euro sont de plus en plus nombreux à devoir affronter chômage, précarité, temps partiels contraints, emplois mal rémunérés, tandis que les entreprises se plaignent de l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée ! À combattre l'effet de serre ? Mais Oxfam a révélé que les banques françaises privilégient les crédits aux multinationales les plus polluantes ! À limiter l'évasion fiscale ? Mais les filiales dans les paradis fiscaux de Société Générale, BNP-Paribas, Crédit Agricole, BPCE servent de plaques tournantes de l'argent cherchant à échapper à l'impôt, avec le même cynisme qu'UBS, HSBC, Deutsche Bank ou Goldman Sachs !

Ça suffit ! Avec Ian Brossat et la liste qu'il conduit, exigeons la réunion de conseils territoriaux et populaires pour obtenir que les grands groupes prennent des engagements chiffrés de créations d'emplois, de programmes de formation, de recherche, d'investissement, d'économies d'énergie et de matières premières. Exigeons que les banques financent ces investissements à des conditions d'autant plus favorables qu'ils seront plus efficaces en termes de créations d'emplois, de formation, d'écologie. Exigeons de la BCE qu'elle réserve son soutien aux banques pour ces crédits, et qu'elle pénalise les autres crédits. Interpellons la Banque de France pour qu'elle propose, comme elle en a la possibilité depuis décembre 2011, que les crédits aux TPE-PME bénéficient en priorité de ce soutien.

Face aux périls sociaux, financiers, climatiques, il faut obtenir au plus vite une autre utilisation de l'argent des banques. Faisons de la campagne européenne une bataille pour lever le tabou de l'euro et de la BCE, pour s'attaquer au coût du capital, pour libérer l'Europe de la domination des marchés financiers.